

Elections: Les mises en garde royales

- Des messages forts pour la mise à niveau du débat politique
- «Roi de toutes les formations politiques, sans discriminations ni exclusions»
- Les opérateurs sollicités pour accélérer la dynamique de croissance

UNE nouvelle fois, le Souverain a tenu à recadrer les acteurs politiques. Il a mis en garde contre toute exploitation de l'institution monarchique dans des querelles politiques, dans une logique électoraliste, ou dans des règlements de comptes partisans. Il s'agit d'un signal fort incitant les partis à élever le niveau du discours politique et à axer sur les véritables attentes des citoyens. Durant les derniers mois, les liens avec le Souverain ont été souvent présents dans les déclarations de Abdelilah Benkirane, chef du gouvernement et patron du PJD, au point de susciter l'ire des autres formations qui avaient appelé à ne pas impliquer l'institution monarchique dans les guéguerres partisans. Le Souverain a été on ne peut plus clair: «je suis le Roi de tous les Marocains, candidats, électeurs et aussi ceux qui ne votent pas. Je suis également le Roi de toutes les formations politiques, sans discriminations ou exclusion». Les partis sont ainsi avertis contre l'implication du Souverain dans les calculs électoraux. Le Roi «jouit d'un statut particulier dans notre système politique. Tous les acteurs doivent donc se garder de l'instrumentaliser dans quelle que lutte électorale ou partisane que ce soit».

Pour le Souverain, «les électeurs doivent écouter leur conscience et garder à l'esprit l'intérêt de la Nation et des citoyens au moment du vote». Les partis, de leur côté sont appelés à mieux choisir leurs candidats. L'octroi des accréditations ne doit pas viser



Le Souverain a adressé un plaidoyer sévère à l'encontre de la classe politique (Ph. MAP)

la recherche du plus grand nombre de voix à tout prix. L'idée est plutôt de «présenter des candidats remplissant les conditions de compétence et d'intégrité».

Le discours royal a aussi mis en garde contre certaines pratiques malsaines, souvent identifiées lors des périodes électorales. Pour le Souverain, «il faut les combattre, et en sanctionner les auteurs». Depuis quelques mois, Abdelilah Benkirane et des membres de son parti se présentent déjà comme vainqueurs des prochaines élections et mettent en garde contre «les conséquences si les citoyens se retrouvent face à un autre résultat» (cf. www.leconomiste.com). Une stratégie dangereuse qui remet en doute la crédibilité des institutions. La garantie de l'intégrité et de la transparence du processus électoral relève de la responsabilité de l'administration, qui supervise cette opération sous l'autorité du chef du gouvernement et des ministères de l'Intérieur et de la Justice, a rappelé le Souverain. Les irrégularités qui pourraient être identifiées doivent être traitées par la justice, à l'instar de ce qui se passe dans toutes les démocraties. C'est dans ce sens que le Roi a exprimé son étonnement de «voir certains se livrer dans leur quête de voix et de la sympathie des électeurs, à des pratiques contraires aux principes et à l'éthique de l'action politique, proférer des déclarations

et utiliser des termes préjudiciables à la réputation du pays et attentatoires à la crédibilité des institutions». A quelques mois du scrutin, des partis comme le PJD, ont déjà déployé une stratégie de victimisation, pointant des forces occultes, qualifiées de «forces hégémoniques» (attahakom). Un concept flou instrumentalisé par le PJD pour se montrer sous une image de victime d'attaques de forces non identifiables. Aujourd'hui, le Souverain met en garde contre «une frénésie quasi-résurrectionnelle où règne le chacun pour soi». Au moment où ils sont attendus sur des attentes concrètes, «gouvernement et partis, électeurs et candidats, perdent la tête et s'embrent dans un chaos et dans des luttes qui n'ont rien à voir avec la liberté de choix incarnée par le vote». Plusieurs partis ont fait de la corruption un fonds de commerce dans les différentes campagnes électorales. Le PJD en tête. La formation de Abdelilah Benkirane en a fait l'axe de son programme et a toujours vendu une image de «parti intègre» qui veut assainir la vie politique et sauver le pays des maux de la corruption. Or, à quelques mois de la fin du mandat, le gouvernement Benkirane n'est pas arrivé à faire preuve d'efficacité dans ce domaine. □

Mohamed Ali MRABI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Verbatim

■ Le concept d'autorité remis à l'ordre du jour

Le message est clair: Tout responsable public doit se conformer aux principes du nouveau concept d'autorité. Un concept remis à l'ordre du jour plusieurs années après son lancement au début du règne de Mohammed VI. Pour le Souverain, cette «doctrine de pouvoir» ne concerne pas uniquement les agents de l'Etat comme les walis, gouverneurs... élus ou responsables publics, «qui-conque détient un pouvoir», doit être interpellé sur ses actions et appelé à rendre des comptes.

■ Rejoindre le club des pays émergents

En matière de développement, le Souverain a appelé les opérateurs à se mobiliser pour réaliser l'objectif de «hisser le Maroc à un nouveau seuil de progrès parmi les pays émergents». Un travail sérieux doit être mené dans les différents secteurs pour «relever la compétitivité de l'économie nationale». Les stratégies sectorielles et les politiques publiques doivent également être évaluées et mises à jour de façon continue.

■ Sahara: Fermeté et action

Sur le dossier du Sahara, le Souverain a rappelé que 2016 est «l'année de la fermeté», face aux «déclarations fallacieuses et aux agissements irresponsables», pour «stopper ces dérapages périlleux». Cette approche sera maintenue à l'avenir. Le Souverain a précisé que le Maroc ne cèdera pas aux pressions, mais restera ouvert au dialogue pour trouver une solution définitive.

■ Diplomatie: Diversifier les partenaires

Le Souverain a rappelé que «le Maroc n'est la chasse gardée d'aucun pays», mais ne sacrifie pas ses parten-